

REPUBLICQUE DU SENEGAL  
UN PEUPLE - UN BUT - UNE FOI

N° 00770 MJEPH/DEEC

MINISTERE DE LA JEUNESSE,  
DE L'ENVIRONNEMENT  
ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE

Dakar, le 07 JUIN 2001

Direction de l'Environnement  
et des Etablissements classés

Le Directeur

**Objet :** Endossement du projet  
Desert Margin Programme (DMP)

A L'ATTENTION DE  
TIMO MAUKONEN

Monsieur le Président,

En ma qualité de point focal du FEM, j'ai le plaisir de vous informer que j'endosse le projet cité en objet.

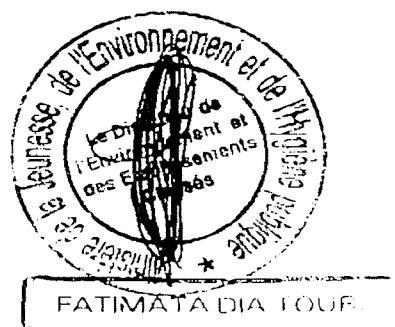
Ce projet qui a comme objectif la conservation de la Biodiversité dans les zones en marge des déserts s'inscrit en droite ligne de la politique environnementale définie et mise en œuvre par le Sénégal. Il cadre également avec la stratégie opérationnelle du Fonds pour l'Environnement mondial.

Aussi, je vous saurai gré des dispositions utiles qu'il vous plaira de faire prendre pour diligenter l'obtention du financement nécessaire à la mise en œuvre de ce projet.

Je vous prie de croire, **Monsieur le président**, à l'assurance de ma considération distinguée.

/- )) Monsieur Mohamed T-El ASHRY  
Président du FEM 1818H Street  
Washington Dc 20433  
Fax : (1) 202 522 3240/3245

Cc : UNEP/GEF  
UNDP/ GEF



Direction de l'Environnement 106, rue Carnot BP 6557 Dakar étoile Tel : (221) 8210725/ 8226211 Fax : 8226212  
[Denv@metissacana.sn](mailto:Denv@metissacana.sn)

MINISTÈRE  
DE L'AGRICULTURE  
ET DE L'ÉLEVAGE

A L'ATTENTION DE  
TIMO MAUKONÈM

Le Ministre,

OBJET : Proposition de financement du DMP auprès du "Global Environment Facility" (GEF)

Monsieur le Coordonnateur,

Le Sénégal, à l'instar des autres pays d'Afrique sub-saharienne, reste soumis à la dégradation progressive de son environnement et de ses ressources naturelles. Cette dégradation, relative à la péjoration climatique et à l'action humaine, soumet nos populations à des conditions d'existence difficile.

Ainsi, les activités proposées dans le cadre du "Desert Margin Programme" (DMP), dont le but principal est d'améliorer la sécurité alimentaire des populations pauvres en freinant la désertification, constituent une préoccupation majeure du Gouvernement du Sénégal. Nous appuyons donc fortement le soutien financier sollicité auprès du GEF pour la mise en œuvre des actions définies qui, à terme, doivent améliorer les potentialités biologiques et économiques de nos pays.

Le Gouvernement du Sénégal apportera tout le soutien nécessaire à la réalisation des objectifs dans le cadre de ce programme.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le coordonnateur, l'expression de ma considération distinguée. †

Monsieur le Coordonnateur  
du Desert Margin Programme (DMP)  
c/o ICRISAT - B.P. 12 404  
NIAMEY (Niger)

Pour le Ministre de l'Agriculture  
et de l'Élevage  
et par Délégation  
Le Directeur de Cabinet

ALE NDIAYE

<b>U N E P</b>	
GEF COORD. OFFICE	
<b>RECEIVED</b>	
ACTION NO <input type="checkbox"/>	REQUIRED YES <input type="checkbox"/>
12 SEP 2001	
WHAT.....	
WHO. <u>AT, TM</u>	
WHEN COMPLETED.....	
CIRCULATE	NO <input type="checkbox"/> YES <input type="checkbox"/>
FILE IN	<u>Desert Margin Prog.</u>

**LETTRE D'ENDOSSEMENT DU POINT FOCAL**  
**OPERATIONNEL DU GEF**

Je soussigné, **OUMAROU ELHAJI**, Secrétaire Général du Ministère du Plan, Point Focal Opérationnel pour le GEF au Niger, atteste que la requête relative au projet « **Programme sur les zones en Marge du Désert (DMP)** » a reçu l'approbation du Point Focal Opérationnel.

Cette requête répond aux préoccupations du Gouvernement de la République du Niger dans le cadre de sa politique de promotion du développement durable et de protection de l'environnement.

Ce programme permettra de conserver et restaurer la diversité biologique, de préserver et restaurer les écosystèmes dégradés.

Par conséquent, je vous le recommande pour financement.



REPUBLIQUE DU NIGER  
CABINET DU PREMIER MINISTRE

Niamey, le **12 SEP. 2001**

0962

**LETTRÉ D'ENDOSSEMENT DU POINT FOCAL POLITIQUE DU GEF**

Je soussigné **SALA ASSANE AMADOU**, Président du CNEDD, Point Focal Politique pour le GEF au Niger, agissant au nom de l'Etat Nigérien, atteste que la requête relative au projet "Programme d'Actions sur les Zones en Marge du Désert (DMP)", a reçu l'approbation du Gouvernement.

Cette requête répond aux préoccupations du Gouvernement de la République du Niger dans le cadre de sa politique de promotion du développement durable.

Cette requête permettra de lutter contre la désertification, inverser le processus et accroître ainsi la sécurité alimentaire des populations rurales pauvres.

Par conséquent, je vous la recommande pour financement.

Directeur de Cabinet du Premier Ministre  
Président du CNEDD

**MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT  
ET DE L'EAU**

**POINT FOCAL OPERATION DU FONDS  
POUR L'ENVIRONNEMENT MONDIAL  
(FEM)**

**BURKINA FASO**

**Unité - Progrès - Justice**

**Ouagadougou, le 16 SEP 2001**

**N° 01.016 /MEE/FEM**

**LE POINT FOCAL OPERATIONNEL  
DU FONDS POUR  
L'ENVIRONNEMENT MONDIAL  
(FEM) AU BURKINA FASO**

**Objet : Lettre d'endossement au  
Financement du programme des  
Zones en Marges du Désert (DMP).**

**AU**

**Dr. Ademola SALAU  
GEF Secrétariat  
UNDP, New York**

Monsieur le Secrétaire,

La dégradation de l'environnement est un problème d'envergure mondiale, mais qui sévit sévèrement dans les pays de la zone sub-saharienne. Elle a pour conséquences une perte significative de la diversité biologique, des ressources génétiques, de la productivité des sols et des changements climatiques.

Pour ralentir, voire juguler ce processus de dégradation de l'environnement, les pays concernés ont, de concert avec les institutions internationales de recherche et les ONG, décidé d'assenir un programme de Recherche/Développement en gestion des ressources naturelles, dénommé « Programme des Zones en Marges du Désert (D.M.P.) ». Un tel programme a toutes les chances d'aboutir aux résultats attendus suivants :

1. des pratiques traditionnelles et modernes de gestion des ressources naturelles efficaces pour freiner le processus de dégradation des terres et pour conserver la biodiversité ;
2. des stratégies qui améliorent la résilience de l'écosystème grâce à l'optimisation de la biodiversité et à l'utilisation de techniques de gestion / de conservation des sols améliorés, de l'eau et des éléments nutritifs ;
3. le développement d'options technologiques en collaboration avec d'autres partenaires pour freiner le processus de dégradation et restaurer les terres dégradées ;
4. des arrangements formels ou informels favorisant les échanges d'informations entre les différents partenaires ;

5. des politiques et arrangements institutionnels dont l'effet incitatif pourrait faire adopter des technologies durables, des pratiques culturelles et investir des l'amélioration et la conservation des ressources naturelles.

Le Burkina Faso a fortement contribué au Programme DMP, qui regroupe 9 pays africains de l'Ouest, de l'Est et du Sud, des ONG, et plusieurs instituts internationaux de recherche agricole.

Il a par ailleurs ratifié les conventions sur la biodiversité le 21 février 1993, sur les changements climatiques le 20 septembre 1993. Quant à la Convention sur la Lutte contre la désertification, il l'a ratifiée le 26 janvier 1996.

Les actions de recherche dégagées lors de l'Atelier National de Programmation des activités DMP, tenu en décembre 1995 sont en parfaite adéquation avec les spécificités de recherches conduites dans la partie Nord de notre pays.

Par ailleurs, l'approche holistique de la problématique de gestion des ressources naturelles, préconisée dans notre plan stratégique de la recherche, s'inscrit dans les préoccupations majeures du programme DMP.

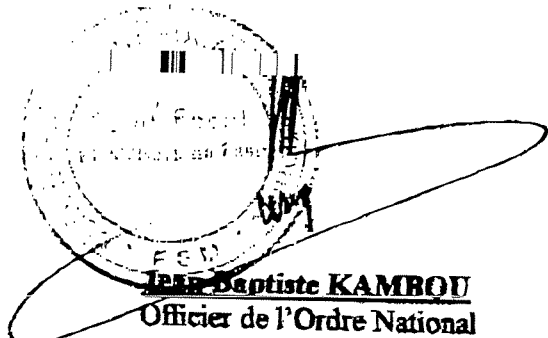
Les objectifs spécifiques définis par le DMP, tirent leurs fondements des ateliers nationaux de programmation des activités tenus dans les pays membres, et nous restons persuadés que le consortium DMP est porteur d'espoir dans les pays sahéliens.

Aussi, vous saurais-je infiniment gré de l'attention particulière que le GEF voudra accorder à la présente requête de financement du projet DMP, qui s'intègre parfaitement aux orientations définies par le Gouvernement en matière de gestion des ressources naturelles.

Dans l'attente d'une suite favorable, je vous prie de croire, Monsieur le Secrétaire, à l'expression de ma profonde gratitude.

Copies :

- Coordonnateur DMP ICRISAT Niamey
- Délégation Générale du CNRST
- Directeur INERA.



**ISSA Baptiste KAMBOU**  
Officier de l'Ordre National

MINISTRE DE L'EQUIPEMENT DE L'AMENAGEMENT  
DU TERRITOIRE DE L'ENVIRONNEMENT  
ET DE L'URBANISME

REPUBLIQUE DU MALI  
Un Peuple-Un But-Une Foi

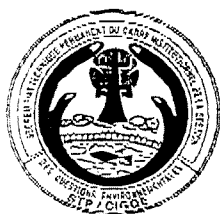
SECRETARIAT TECHNIQUE PERMANENT  
DU CADRE INSTITUTIONNEL DE LA GESTION  
DES QUESTIONS ENVIRONNEMENTALES  
(STP/CIGQE)

0248

/MEATEU/ STP-CIGQE

26 SEP. 2001

Bamako, le .....



LE SECRETAIRE TECHNIQUE PERMANENT  
DU C. I. G. Q. E.

A Monsieur Saïdou Koala, Coordinateur du Programme sur les  
Zones en Marge du Désert (DMP) – ICRISAT – BP 12404  
Fax (227) 73 43 29 - Niamey  
Niger

Objet : Lettre d'approbation du projet « conservation de la biodiversité-région de Gao/Mali  
DMP/GEF »

Monsieur le Coordinateur,

Je tiens à vous remercier pour la prise en compte du projet en objet dans le cadre du projet régional de recherche-développement à soumettre au Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) pour financement.

La mise en place effective de ce projet offrira l'occasion de renforcer la coopération en environnement entre les neuf (09) pays de la zone semi-aride d'Afrique parties prenantes. Les actions prévues par la partie malienne, participent non seulement à la mise en œuvre des priorités régionales et nationales de la stratégie Nationale de Conservation de la Diversité Biologique mais aussi sont complémentaires à des projets en cours dont notamment le programme de mise en place d'observatoires de surveillance écologique à long terme et le Réseau National de Surveillance Environnementale pour lesquels une partie des financements est acquise. Ce projet nous aidera également à développer des synergies entre la lutte contre l'ensablement et la conservation de la biodiversité dans cette zone en marge du désert.

Au regard de ce qui précède, je suis heureux de vous confirmer tout notre intérêt pour cette initiative en faveur du renforcement de la coopération multilatérale et vous assure de mon soutien à la composante Mali.

Vous en souhaitant bonne réception de la présente, je vous prie d'accepter l'expression de mes sentiments de bonne collaboration.

Ampliations :

IER 1  
BFCR/STP-CIGQE 1





**DEPARTMENT: ENVIRONMENTAL AFFAIRS AND TOURISM  
REPUBLIC OF SOUTH AFRICA**

Tel: (012) 310-3911

Fax: (012) 322-2682

**Ref:** A24/21/3/5

**Enquiries:** Ms W Lutsch

**Tel:** +27 12 310 3694 **Fax:** +27 12 320 7026 **E-mail:** wlutsch@ozone.pwv.gov.za

Prof. Klaus Kellner  
Potchefstroom University for CHE  
Faculty of Natural Sciences  
School of Environmental Sciences and Development  
**POTCHEFSTROOM**  
2520

Dear Prof. Kellner

**SUPPORT FOR THE DESERT MARGINS PROGRAMME (DMP): TOWARDS SUSTAINABLE MANAGEMENT OF THE DESERT MARGINS OF SUB-SAHARAN AFRICA**

As the focal point for GEF, I appreciate your efforts and hard work to secure GEF funding for the Desert Margins Programme.

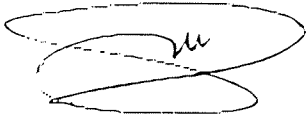
I believe this programme will directly address regional and national aspirations to solve the difficult problems of poverty and social instability that are intertwined with environmental degradation in the drylands of the sub-Saharan region.

From the information provided to me, it is evident that the DMP has brought together an alliance of research and development institutions unprecedented in its breadth and scope and that this endeavour is one of many to halt the onslaught of desertification. With the focus of the DMP on the heart of Africa, I agree that this research programme will contribute to solving the crises in these areas. This programme will also contribute to the Millennium African Recovery Programme.



I have no doubt that this programme will bring about enhanced understanding of the basic processes of biodiversity loss and land degradation, and will thus promote sustainable natural resource management. I support your endeavour to secure funding from GEF and wish you good luck with your efforts to bring this programme to fruition.

Yours sincerely



**Dr Crispian Olver**  
**DIRECTOR-GENERAL**

DATE: 8.8.01



**REPUBLIC OF NAMIBIA**  
**MINISTRY OF ENVIRONMENT AND TOURISM**  
**DIRECTORATE OF ENVIRONMENTAL AFFAIRS**

Tel : 264 61 249015

Fax : 264 61 240339

email : [nghitila@dea.met.gov.na](mailto:nghitila@dea.met.gov.na)

Our Ref : GEF DMP SEPT 2001  
Enquiries : Napcod Coordinator

27 SEPTEMBER 2001

Mr Timo Maukonen  
UNEP COUNCIL  
Nairobi  
KENYA

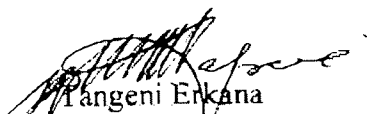
Dear Sir

**ENDORSEMENT OF NAMIBIAN CONTRIBUTION TO  
GEF DESERT MARGINS PROGRAMME (DMP)**

As UNEP/GEF Focal Point it is my pleasure to endorse this revised version of the Namibia Contribution to the Desert Margins Programme Project Brief.

In Namibia, we fully appreciate how susceptible desert margins are to degradation and yet our drylands support much of Namibia's rural population. We also appreciate that desert margins are subject to low and variable rainfall and as such require an adaptive management approach to protect this vulnerable resource base. I am satisfied that by linking this project to the existing National Programme to combat desertification – Napcod, we are taking the correct approach and will even in the short duration of this project be able to demonstrate effective ways that communities with the assistance of existing service organisations can prevent land degradation and subsequent biodiversity loss.

Yours faithfully

  
Tangeni Erkana  
Permanent Secretary



**MINISTRY OF ENVIRONMENT AND NATURAL RESOURCES**  
**NATIONAL ENVIRONMENT SECRETARIAT**

Telephone: Nairobi 243088, 243839, 247795

Fax: 248851

E-mail: mec@nbnet.co.ke

When replying please quote

Ref. No. .... **NES/CONF/07/10VOL.III**

**BRUCE HOUSE**

**STANDARD STREET**

**P.O. Box 67839**

**NAIROBI, KENYA**

**28<sup>th</sup> September 2001**

....., 20.....

Ahmed Djoghlaif  
Executive Coordinator  
UNEP/GEF Coordination Office  
P. O. Box 30552  
**NAIROBI.**

**RE: ENDORSEMENT LETTER FOR THE PROJECT PROPOSAL ON "DESERT MARGINS PROGRAMME (DMP)"**

Reference is made to the above named project proposal submitted to the GEF National Operational Focal Point (Kenya). The government of Kenya welcomes the project's vision of looking at the root causes of desertification, with a view to formulating practical solutions and develop integrated approaches to halt detrimental effects of climate change, loss of biodiversity, soil erosion and sedimentation problems in the region.

It is upon these objectives that the GEF Operational Focal Point, on behalf of the Government of Kenya, endorses the proposal.

**B. O. K'OMUDHO**  
**DIRECTOR/NES.**

**C.C.** Dr. Richard Cheruiyot  
Kenya Agriculture Research Institute  
P.O. Box 57811  
**NAIROBI.**

Dr. Ken Chikamai  
KEFRI  
P. O. Box 30241  
**NAIROBI.**

Dr. Chris Gakahu  
UNDP/GEF  
**NAIROBI.**

be addressed to  
The Secretary for  
Environment and Tourism

Private Bag 7753  
Causeway, Zimbabwe  
Telephone: 757881/5 or 751720/2  
Fax: No. 757877 or 755007

Your Ref.:

Our Ref.: 28 September 2001

Mr. Timo Maukonen  
United Nations Environment Programme  
Nairobi  
KENYA

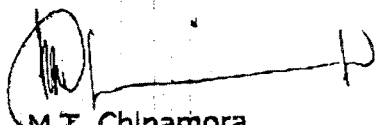
Fax No.: 254 2 623284 or 624617

### **LETTER OF ENDORSEMENT: DESERT MARGINS PROGRAMME**

The Desert Margins project seeks to address the problem of land degradation in the marginal lands of Zimbabwe particularly the loss of biodiversity, increased soil erosion and sedimentation.

Furthermore, the project compliments the National Action Plan to Combat Desertification and have a significant contribution to improving people's livelihood in the marginal areas.

I therefore wish to endorse the project and to request GEF to provide funding for its implementation.



M.T. Chlamora  
GEF National Focal Point

**SECRETARY FOR ENVIRONMENT AND TOURISM**



ZIMBABWE

### **MINISTRY OF ENVIRONMENT AND TOURISM**

Karigamombe Centre  
53, Samora Machel Avenue  
Harare, Zimbabwe

TELEPHONE: 350500  
TELEGRAMS: MINAGRIC  
FAX No: 356027  
REFERENCE:



MINISTRY OF AGRICULTURE  
PRIVATE BAG 003  
GABORONE  
BOTSWANA

A 12/1/1 VI

REPUBLIC OF BOTSWANA

28<sup>th</sup> September, 2001

Dr Anna Tengberg  
Programme Officer  
UNEP/GEF Coordination Office  
Nairobi  
Kenya

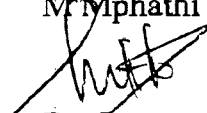
Dear Madam,

**LETTER OF SUPPORT ON "BOTSWANA CONTRIBUTION TO  
DMP/GEF PROJECT"**

The Ministry of Agriculture wholly supports the "Botswana Contribution to DMP/GEF Project". It is my strong belief that the development of well-focused strategies for conservation and sustainable use of biodiversity will ultimately bring about improved livelihoods of the agricultural communities at project sites and neighbouring areas.

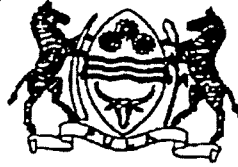
Yours sincerely,

M Mphathi

  
For Permanent Secretary

TELEPHONE: 328780  
FAX: 328965  
TELEGRAMS: RESAGRIC  
REFERENCE:  
E-mail: dar@info.bw

97/3567



REPUBLIC OF BOTSWANA

Mr. Timo Mankonen 005  
P.O. Box 60.13e  
e (new) Letters of Intent  
DEPARTMENT OF AGRICULTURAL RESEARCH  
PRIVATE BAG 0033  
GABORONE

ALL CORRESPONDENCE TO BE ADDRESSED TO: THE DIRECTOR OF AGRICULTURAL RESEARCH

FAX FORM

TO: DEPT. COMPANY/ORG UNEP - GEF Coordinating Unit  
ATTENTION: Mr. Ahmed Djoghlaif  
FAX NO. 254-2-623284 DATE 21/08/97  
FROM: Dr. G. S. Maphangane  
NO. OF PAGES INCLUDING COVER .....

The original is sent by ~~Post~~ EMS  
under a different cover.

copy Timo

UNEP  
GEF UNIT  
RECEIVED  
SIGNATURE REQUIRED  
YES   
22 AUG 1997  
BY MG. AD. J.  
WHEN COMPLETED  
CIRCULATE NO  YES

Ref. NCS SEC 10/21 I (4)

19th August, 1997

### ENDORSEMENT OF BOTSWANA' DESERT MARGINS PROGRAMME

In 1983 the Government of Botswana accepted the need for the preparation of a National Conservation Strategy (NCS). This was because the Government attached and still attaches great importance to the wide range of natural resources and features which exist throughout the country. There was at the time, clear evidence that many of the resources were under pressure and in some cases this state of affairs gave rise to concern about the ability of the resources to sustain the needs of future generations.

Botswana's National Policy on Natural Resources Conservation and Development, otherwise known as the National Conservation Strategy (NCS) was finally approved by the National Assembly in December 1990 and it identified several major environmental issues that needed to be addressed. These included:

- Growing pressure on water resources;
- Degradation of Rangeland Pasture Resources;
- Depletion of wood resources;
- Over-use or exploitation of some veld products;
- Pollution of air, water, soil and vegetation resources;
- Resource pressures due to the growth in human population;
- The depletion and conservation of wildlife resources; and
- The need for improving public awareness about natural resources.

The primary goals in formulating the Strategy are to pursue policies and measures which increase the effectiveness with which natural resources are used and managed, so that beneficial interactions are optimised and harmful environmental side-effects are minimised ; and integrate the work of the many sectoral Ministries and interest groups throughout Botswana, thereby improving the development of natural resources through conservation, visa versa.

In order to implement the National Conservation Strategy Government established a 17-member National conservation Strategy Advisory Board under the chairmanship of the minister of local government lands and Housing, and an NCS Coordinating Agency to coordinate the environmental activities of the several sectoral Ministries.

We are thus aware and supportive of the Ministry of Agriculture's initiative in the Desert Margins Programme. This programme which is coordinated by the Department of Agricultural Research has the following priority actions, all of which are in line with Botswana's efforts to better understand and manage her environment:

- identification and assessment of the physical, chemical and biological factors contributing to land degradation;
- evaluation of the impact of livestock production and cropping practices on soil erosion, sand deposition, vegetation composition and resilience of dryland ecosystems;
- development of improved nutrient cycling methods by an efficient exploitation of the interactions between organic and inorganic nutrient sources and the relationships between systems inputs, soil properties, and crop productivity;
- development technologies and biological materials for rehabilitation and restoration of degraded lands;
- evaluation of the effects of fallow/crop rotations on moisture status and fertility of soils;
- evaluation of improved cropping systems, conditions for acceptance and their rapid diffusion;
- promotion of research of the use of indigenous trees in livestock production and sustainable utilization;
- promotion of diversification strategies to enhance biodiversity and ecosystem resilience e.g. introduction of alternative crops and tree species;
- evaluation of the use of combination of crop residue and legume tree in the production of fodder.

Botswana believes she can better manage her environment through not only her efforts but with help from others. In this regard she has ratified the three Rio and post-Rio Conventions namely the UN Framework Convention on Climate Change, the Convention on Biological Diversity, and on to Combat drought and Desertification, and the Convention to Combat Drought and Desertification.

Botswana is in addition a party to the Ramsar Convention on Wetlands of International Importance, especially as Water Fowl Habitats, Convention on the International Trade in Endangered Species of Wild Fauna and Flora (CITES); the Montreal Protocol, the Vienna Convention and the Law of the Sea Convention. As far as the convention to combat drought and Desertification is concerned Botswana was very active in its formation as our environment is very delicate, semi arid and therefore prone to both drought and desertification. It is therefore no surprise that we are involved in the Desert Margins Programme. Since 1992, Botswana has held a number of public awareness seminars, capacity building workshops at policy and technical levels and has developed national action program on the various conventions. We are aware that we still need to do more.



We in the NCS Coordinating Agency are thus fully supportive of the initiative taken by the Ministry of Agriculture in conjunction with the international coordinator of the We in the NCS Coordinating Agency are thus fully supportive of the initiative taken by the Ministry of Agriculture in partnership with the international coordinator of the Desert Margins Programme and commit our full participation in the implementation of this programmes to combat desertification.



**Mushanana L. Nchunga**  
**Executive Secretary, National Conservation**  
**Strategy (Coordinating) Agency**